



CHAPITRE 55

CHAPTER 55

Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec An Act to amend the Quebec Pharmacy Act

[Sanctionnée le 26 février 1953]

[Assented to, the 26th of February, 1953]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 267,
titre
sec. II,
remp.

1. Le titre de la section II de la Loi de pharmacie de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 267): "Des pouvoirs corporatifs de l'association" est remplacé par le suivant: "Des pouvoirs corporatifs du Collège".

1. The title of Division II of the Quebec Pharmacy Act (Revised Statutes, 1941, chapter 267); "Corporate powers of the association" is replaced by the following: "Corporate powers of the College".

R.S.,
c. 267,
titre
Div. II,
replaced.

Id., a. 3,
am.

2. L'article 3 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est modifié en remplaçant le mot "cinquante", dans la dernière ligne du troisième alinéa, par le mot "cent".

2. Section 3 of the said act, replaced by section 3 of the act 8 George VI, chapter 42, is amended by replacing the word "fifty", in the last line of the third paragraph, by the word "one hundred".

Id., s. 3,
am.

Id., titre
sec. III,
remp.

3. Le titre de la section III de ladite loi: "Du conseil de l'association", est remplacé par le suivant: "Du conseil du Collège".

3. The title of Division III of the said act: "Council of the association", is replaced by the following: "Council of the College".

Id., titre
Div. III,
replaced.

Id., a. 4,
am.

4. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est modifié:

4. Section 4 of the said act, replaced by section 4 of the act 8 George VI, chapter 42, is amended:

Id., s. 4,
am.

a) en y ajoutant, après le mot "quatorze", dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots "Gouverneurs choisis par les";

a. by adding thereto, after the word "fourteen", in the third line of the first paragraph, the words "Governors chosen by the";

b) en ajoutant dans la troisième ligne dudit alinéa, après le mot "résidant", les mots "et domiciliés";

b. by adding in the third line of the said paragraph, after the word "residing", the words "and domiciled";

c) en remplaçant, dans la huitième ligne dudit alinéa le mot "membres" par le mot "gouverneurs";

d) en remplaçant, dans la première ligne de l'avant-dernier alinéa, les mots "membres du conseil" par le mot "gouverneurs".

S.R.,
c. 267,
a. 5, am.

5. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots "de l'association", par les mots "du Collège";

b) en remplaçant les paragraphes 2 et 3 par les suivants:

Officiers.

"2. De choisir, à la première assemblée qui suit l'élection annuelle, un président, deux vice-présidents et un trésorier, parmi les gouverneurs élus, et un vérificateur, parmi les membres de l'Institut des comptables agréés du Québec.

Remplaçants.

"3. De remplacer les gouverneurs, les membres du bureau de discipline, du bureau des examinateurs ou de tout comité ou commission, qui sont décédés, qui ont démissionné, qui sont devenus inaptes ou qui sont destitués.";

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 5, le mot "du" par les mots "de tout le";

d) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 6, les mots "de l'association" par les mots "du Collège";

e) en ajoutant après le paragraphe 9, le suivant:

Nouveaux districts.

"10. D'établir, sur le vote des deux tiers des gouverneurs de tout le conseil, de nouveaux districts lesquels seront formés d'un ou plusieurs districts judiciaires, mais ces nouveaux districts devront avoir au moins trente licenciés en pharmacie régulièrement inscrits. Chaque nouveau district ainsi établi sera représenté au conseil par un gouverneur additionnel."

S.R.,
c. 267,
a. 6,
remp.
Pensions de retraite.

6. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

"6. Le conseil a, de plus, le pouvoir d'établir par règlement et de maintenir un système de pensions de retraite pour les officiers salariés et les employés du Collège, aux conditions qu'il croit équitables. Ce système de pension n'entre en

c. by replacing, in the eighth line of the said paragraph, the word "members" by the word "governors";

d. by replacing, in the first line of the penultimate paragraph, the words "members of the Council" by the word "governors".

5. Section 5 of the said act, amended R.S., c. 267, s. 5, am. by section 6 of the act 8 George VI, chapter 42, is again amended:

a. by replacing, in the first line, the word "Association", by the word "College";

b. by replacing sub-paragraphs 2 and 3 by the following:

Officers.

"2. To choose, at the first meeting subsequent to the annual election, a president, two vice-presidents and a treasurer, from among the elected governors, and an auditor, from among the members of the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

"3. To replace governors, members of the Board of Discipline, of the Board of Examiners or of any committee or commission, who die, resign, become unfit or are dismissed.";

Replacement.

c. by replacing, in the third line of sub-paragraph 5, the words "of the" by the words "of all the";

d. by replacing in the fourth line of sub-paragraph 6, the word "association" by the word "College";

e. by adding, after subsection 9 the following:

"10. To establish, upon the vote of two-thirds of the governors of the whole council, new districts which may include one or more judicial districts, but such new districts must have at least thirty licentiates in pharmacy regularly inscribed. Each new district so established, shall be represented on the council by an additional governor."

New districts.

6. The said act is amended by adding thereto, after section 5, the following:

"6. The council shall also have power to establish by by-law and to maintain a system of retirement pensions for the salaried officers and employees of the College, on conditions which it deems suitable. Such system of pensions shall

R.S.,
c. 267,
s. 6, re-
placed.
Retire-
ment
pensions.

vigueur et n'a d'effet qu'après son approbation par le surintendant des assurances. Le conseil pourra, par convention, verser une pension aux officiers salariés et aux employés ayant vingt-cinq ans de service, de pas moins de cinquante pour cent du salaire qu'ils recevaient au moment où ils prendront leur retraite et au surplus une gratification annuelle de deux pour cent de leur salaire pour chaque année de service excédant les vingt-cinq années ci-dessus mentionnées.

Ajoutés.

Le conseil pourra également ajouter aux années de services effectifs tel autre nombre d'années n'excédant pas dix qu'il paraît juste d'accorder."

S.R.,
c. 267,
a. 7,
remp.

Assemblée
annuelle.

7. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**7.** L'assemblée générale annuelle du Collège doit être tenue dans la cité ou la ville de cette province que désigne le conseil, le second mardi de juin de chaque année ou à une autre date aussi prochaine que possible que désigne le conseil."

S.R.,
c. 267,
a. 8,
remp.

Classes.

8. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**8.** 1. En pharmacie, il y a cinq classes de personnes qui sont soumises à la juridiction du conseil et de son bureau de discipline:

- a) l'étudiant en pharmacie;
- b) l'assistant-pharmacien;
- c) le licencié en pharmacie, non propriétaire d'une pharmacie;
- d) le licencié en pharmacie, propriétaire d'une ou de plusieurs pharmacies;
- e) le médecin qui remplit ou a rempli les conditions de la présente loi";

Étu-
diants.

"2. Pour être admis "étudiant en pharmacie", le candidat doit produire une preuve satisfaisante de ses bonnes mœurs, subir un examen préliminaire sur les langues française, anglaise et latine, sur l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la géographie, l'histoire, les éléments de la physique et de la chimie, et payer la cotisation prescrite par l'article 14 et être citoyen canadien.

Exemp-
tion.

Tout bachelier ès arts et tout bachelier ès sciences d'une université canadienne

come into force and shall have effect only after approval by the superintendent of insurance. The council may, by agreement, pay a pension to salaried officers and employees with twenty-five years of service, of not less than fifty per cent of the salary which they were receiving at the time of their retirement and in addition an annual gratuity of two per cent of their salary for each year of service in excess of the twenty-five years mentioned above.

The council may also add to the effective years of service such further number of years not exceeding ten as it may seem equitable to grant."

Additions.

7. Section 7 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 7, re-
placed.

Annual
meeting.

"**7.** The annual general meeting of the College shall be held in the city or town of this Province determined by the council, on the second Tuesday of June in each year or on such other date as near as possible thereto as the council shall determine."

8. Section 8 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 8, re-
placed.
Classifi-
cation.

"**8.** 1. In pharmacy, there shall be five classes of persons subject to the jurisdiction of the council and of its board of discipline:

- a. students of pharmacy;
- b. assistant pharmacists;
- c. licentiates of pharmacy who do not own a pharmacy;
- d. licentiates of pharmacy owning one or more pharmacies;
- e. physicians who comply or have complied with the conditions of this act.

2. To be admitted as a student of pharmacy, the candidate must produce satisfactory evidence of a good moral character, pass a preliminary examination in the English, French and Latin languages, in arithmetic, algebra, geometry, geography, history, elementary physics and chemistry, and pay the dues prescribed by section 14 and be a Canadian citizen.

Students.

Every bachelor of arts and bachelor of sciences of a Canadian university

Exemp-
tion.

reconnue par le Collège est exempt de l'examen préliminaire."

Assistant-pharmaciens.

3. Pour être admis "assistant-pharmacien", le candidat doit démontrer qu'il est inscrit depuis une période d'au moins quatre ans comme étudiant en pharmacie et que, durant les deux premières années, il a suivi à une des universités reconnues par le Collège, des cours de sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques et de pharmacie pratique; que, durant les deux dernières années, il a suivi concurremment deux années de sciences médico-pharmacologiques, deux années de sciences physico-chimiques, une année de travaux pratiques de pharmacie et de chimie analytique, une année de botanique et les autres cours exigés par le programme établi dans une université reconnue par le conseil du Collège; qu'il a, durant ces quatre années d'étude, servi pendant deux mille heures dans une pharmacie sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin régulièrement inscrit; qu'il a subi avec succès sur toutes ces matières les examens du baccalauréat et qu'il a payé la cotisation prescrite par l'article 14.

Examens.

Les examens du baccalauréat devront être passés devant les délégués de l'université où l'étudiant a suivi ses cours et des représentants du Collège des Pharmaciens.

Licenciés.

4. Pour être admis "licencié en pharmacie", le candidat doit démontrer qu'il est inscrit comme assistant-pharmacien depuis au moins un an, qu'il a fait un stage d'un an dans une pharmacie sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin régulièrement inscrit, qu'après ce stage il a subi avec succès un examen pratique de stage devant le Bureau des Examineurs du Collège et qu'il a payé la cotisation prévue par l'article 14.

Assistant-pharmaciens.

5. Nonobstant les termes des paragraphes 3 et 4 du présent article, sera également admis assistant-pharmacien celui qui aura été inscrit comme étudiant en pharmacie pendant trois ans et qui, durant cette période, aura suivi des cours à une université reconnue par le Collège et subi avec succès un examen devant le Bureau des examinateurs du Collège sur des sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques et sur la pharmacie pratique, et

recognized by the College shall be exempt from the preliminary examination.

3. To be admitted as an assistant pharmacist the candidate must show that he has been registered for a period of at least four years as a student of pharmacy and that, during the first two years, he has followed at a university approved by the College, courses in medico-pharmacological and physico-chemical sciences and in practical pharmacy that, during the last two years, he has taken concurrently two years of medico-pharmacological science, two years of physico-chemical science, one year of practical work in pharmacy and analytical chemistry, one year of botany and the other courses required by the course of study laid down in a university recognized by the College; that he has, during such four years of study, served for two thousand hours in a pharmacy under the supervision of a duly registered pharmacist or physician; that he has passed in all such subjects the examination for the bachelor's degree and has paid the dues prescribed by section 14.

Assistant pharmacists.

The examination for the bachelor's degree must be passed before the delegates of the university where the student has pursued his studies and the representatives of the College of Pharmacists.

Examinations.

4. To be admitted as a licentiate of pharmacy, the candidate must show that he has been registered as an assistant pharmacist for at least one year, that he has served a period (*stage*) of one year in a pharmacy under the supervision of a duly registered pharmacist or physician, that after such period (*stage*) he has passed a practical examination (*examen pratique de stage*) before the Board of Examiners of the College and that he has paid the dues prescribed by section 14.

Licentiates.

5. Notwithstanding the provisions of subsections 3 and 4 of this section, any person who has been registered as a student of pharmacy for three years and who, during such period, has followed courses at a university approved by the College and passed an examination before the Board of Examiners of the College in medico-pharmacological and physico-chemical science and in practical pharmacy, and who has paid the dues pre-

Assistant pharmacists.

qui aura payé la cotisation prescrite par l'article 14.

Condi-
tions.

L'étudiant qui aura été admis "assistant-pharmacien" en vertu des dispositions du présent paragraphe devra, pour être admis "licencié en pharmacie", remplir les conditions prescrites par les paragraphes 3 et 4 du présent article.

Assistant-
pharma-
cien.

6. Nonobstant toutes dispositions à ce contraire dans la présente loi, celui qui, antérieurement au premier septembre 1945 s'est inscrit comme étudiant en pharmacie, sera admis assistant-pharmacien s'il démontre qu'il a subi avec succès un examen devant le Bureau des Examineurs du Collège sur des sciences médico-pharmacologiques, physico-chimiques et sur la pharmacie pratique et qu'il a payé la cotisation prescrite par l'article 14.

Condi-
tions.

Celui qui sera admis "assistant-pharmacien" en vertu des dispositions du présent paragraphe, devra pour être admis "licencié en pharmacie", remplir les conditions mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du présent article.

Nouvel
examen.

7. L'assistant-pharmacien qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, s'est présenté à l'examen final prévu par la loi de Pharmacie de Québec (chapitre 267), et qui a échoué dans une seule des matières qui font le sujet de cet examen, aura le droit, dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, de se présenter de nouveau devant le Bureau des examinateurs du Collège pour y subir un nouvel examen sur cette matière. S'il subit cet examen avec succès et paie la cotisation prescrite par l'article 14, il sera admis "licencié en pharmacie".

Entrée en
vigueur.

8. Le présent article deviendra en vigueur le 26 février 1953. Toutefois, les dispositions du présent article qui ont pour effet d'exiger une année de stage après l'examen du baccalauréat et de restreindre le temps pendant lequel les étudiants en pharmacie devront, pendant leurs études, servir sous la surveillance d'un pharmacien ou d'un médecin, ne s'appliqueront pas aux étudiants inscrits avant la date susdite, qui, à ces égards, continueront à être régis par la Loi de Pharmacie de Québec (chapitre 267) telle qu'elle se lisait avant l'entrée en vigueur de la présente loi."

scribed by section 14, shall also be admitted as an assistant pharmacist.

Condi-
tions.

A student who has been admitted as an assistant pharmacist under the provisions of this subsection must, in order to be admitted as a licentiate of pharmacy, comply with the conditions prescribed by subsections 3 and 4 of this section.

Assistant
pharma-
cist.

6. Notwithstanding any provision of this act to the contrary, any person who, prior to the 1st of September 1945, was registered as a student of pharmacy, shall be admitted as an assistant pharmacist if he shows that he has passed an examination before the Board of Examiners of the College in medico-pharmacological and physico-chemical science and in practical pharmacy and that he has paid the dues prescribed by section 14.

Condi-
tions.

A person admitted as an assistant pharmacist under the provisions of this subsection, in order to be admitted as a licentiate of pharmacy, must comply with the conditions mentioned in subsections 3 and 4 of this section.

New
examina-
tion.

7. An assistant pharmacist who, before the coming into force of this act, has presented himself for the final examination contemplated by the Quebec Pharmacy Act (chapter 267), and who has failed in only one of the subjects covered by such examination, shall be entitled, within the year following the coming into force of this act, to present himself again before the Board of Examiners of the College and there be examined again in such subject. If he passes such examination and pays the dues prescribed by section 14, he shall be admitted as a licentiate of pharmacy.

Coming
into force.

8. This section shall come into force on the 26th of February, 1953. Nevertheless, the provisions of this section the effect of which is to require a *stage* of one year after the examination for the bachelor's degree and to restrict the time during which students of pharmacy, during their studies, must serve under the supervision of a pharmacist or physician, shall not apply to students registered before the aforesaid date, who, in these respects, shall continue to be governed by the Quebec Pharmacy Act (chapter 267) as it read before the coming into force of this act."

S.R.,
c. 267,
a. 9,
remp.
Paie-
ments.

9. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**9.** Les candidats aux examens susmentionnés doivent payer les frais d'examen et de diplôme prescrits par les règlements."

S.R.,
c. 267,
a. 10, am.
Date et
lieu des
examens.

10. Le troisième alinéa de l'article 10 est remplacé par le suivant:

"La date des examens du baccalauréat pour chacune des universités reconnues par le Collège, sera fixée par le Doyen de la faculté concernée et le président du Collège. L'examen pratique du stage aura lieu chaque année, à Montréal, au cours du mois de mai, et, à Québec, au cours du mois de septembre."

S.R.,
c. 267,
a. 11,
remp.
Dispense.

11. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**11.** Le bureau des examinateurs peut dispenser des examens du Collège prescrits par l'article 8, et accepter, au lieu de ces examens, des certificats authentiques d'examens subis devant un bureau régulièrement nommé de pharmaciens dont le cours d'instruction technique et pratique équivaut à celui prescrit par l'article 8, sauf la décision et l'approbation du conseil.

Certifi-
cats.

Ces certificats doivent être accompagnés de certificats de bonnes mœurs et être soumis aux autres conditions qui sont imposées par les règlements."

S.R.,
c. 267,
a. 12,
remp.
Devoirs:

12. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**12.** Les devoirs du secrétaire-régistrar sont:

Secré-
taire;

1° d'agir comme secrétaire à toutes les assemblées du Collège et du Conseil;

Registres;

2° de préparer et tenir des registres:

- a) des licenciés en pharmacie;
- b) des assistants-pharmaciens;
- c) des étudiants en pharmacie;
- d) des médecins inscrits comme pharmaciens.

Certifi-
cats;

Et, sur demande et paiement des cotisations fixées par les règlements, de délivrer des certificats des inscriptions faites dans ces registres;

9. Section 9 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 9, re-
placed.
Pay-
ments.

"**9.** The candidates for the above-mentioned examinations shall pay the dues which the by-laws prescribe for the examinations and the diploma."

10. The third paragraph of section 10 is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 10, am.
Date and
place of
examina-
tions.

"The date of the examinations for the bachelor's degree for each university approved by the College shall be fixed by the dean of the faculty concerned and the President of the College. The practical examination (*examen pratique du stage*) shall be held each year at Montreal, in the month of May, and at Quebec in the month of September."

11. Section 11 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 11, re-
placed.
Waiving
examina-
tions.

"**11.** The board of examiners may dispense with the examinations of the College provided for in section 8, and may accept, in lieu thereof, authenticated certificates of examination by a duly appointed pharmaceutical board, whose curriculum of technical and practical education is equivalent to that required by section 8, subject to the decision and approval of the council.

Such certificates must be accompanied by certificates of good moral character, and shall be subject to such other conditions as may be imposed by by-law."

Certifi-
cats.

12. Section 12 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 12, re-
placed.
Duties:

"**12.** The duties of the secretary-registrar shall be:

1. To act as secretary at all meetings of the College and council;

Secretary;

2. To make out and keep registers of:

Registers;

- a. licentiates of pharmacy;
- b. assistant pharmacists;
- c. students of pharmacy;
- d. physicians registered as pharmacists.

And, on application and on payment of the dues fixed by the by-laws, to grant certificates of such registration;

Certifi-
cats;

Carnets
de stage;

3° de vérifier les carnets de stage des assistants pharmaciens et des étudiants en pharmacie;

Registres
annuels.

4° de faire de nouveaux registres, pour chaque année, omettant d'y inscrire les noms des personnes décédées ou transportées d'un registre dans un autre ou qui n'ont pas payé leurs cotisations; mais ces noms ne peuvent être retranchés sans avoir été soumis au conseil, ni avant que le secrétaire-registraire ait reçu des instructions du conseil à ce sujet.

Serment.

Le secrétaire-registraire est autorisé à recevoir tout serment requis par la présente loi ou par les règlements du Collège.

Absence.

Au cas d'absence du secrétaire-registraire d'une assemblée quelconque, la personne qui préside cette assemblée peut nommer une autre personne pour y remplir les fonctions de secrétaire."

S.R.,
c. 267,
a. 13,
remp.

13. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Inspection.

"**13.** Le secrétaire-registraire est autorisé à visiter et à inspecter, en tout temps, les pharmacies tenues en cette province, afin de constater si elles sont tenues conformément aux dispositions de la présente loi et selon les règles de l'hygiène."

S.R.,
c. 267,
a. 14,
remp.

14. L'article 14 de ladite loi, tel que modifié par l'article 8 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est remplacé par le suivant:

Cotisations.

"**14. 1.** Les personnes inscrites conformément aux dispositions de la présente loi doivent payer annuellement au secrétaire-registraire les cotisations déterminées par le Conseil, lesquelles ne devront pas excéder, pour:

a) un étudiant en pharmacie, cinq dollars;

b) un assistant-pharmacien, vingt-cinq dollars;

c) un licencié en pharmacie, non propriétaire d'une pharmacie, trente-cinq dollars;

d) le licencié en pharmacie, propriétaire d'une ou de plusieurs pharmacies, cinquante dollars;

3. To verify the record-books (*carnets de stage*) of assistant pharmacists and students of pharmacy;

Record-books;

4. To make new registers for each year, and omit therefrom the names of persons deceased, or transferred from one register to another, or of persons who have not paid their dues; provided their names have been submitted to the council, and provided the secretary-registrar has received instructions from the council to strike said names.

Annual registers.

The secretary-registrar is authorized to administer any oath required by this act or by the by-laws of the College.

Oath.

In the absence of the secretary-registrar from any meeting, the chairman may appoint another person to act as secretary for the time being."

Absence.

13. Section 13 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 13, re-
placed.

"**13.** The secretary-registrar is authorized to visit and inspect, at any time, any pharmacy in the Province, in order to ascertain if it is kept in conformity with the provisions of this act and of health regulations."

Inspection.

14. Section 14 of the said act, as amended by section 8 of the act 8 George VI, chapter 42, is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 14, re-
placed.

"**14. 1.** Persons registered in conformity with the provisions of this act shall pay annually to the secretary-registrar the dues prescribed by the council, which shall not exceed, for:

Dues.

a. every student of pharmacy, five dollars;

b. every assistant pharmacist, twenty-five dollars;

c. every licentiate of pharmacy not the owner of a pharmacy, thirty-five dollars;

d. every licentiate of pharmacy, owner of one or more pharmacies, fifty dollars;

e) le médecin inscrit comme pharmacien, propriétaire d'une pharmacie, cinquante dollars;

Echéance.

2. Ces cotisations sont dues le premier mars de chaque année et un avis devra être envoyé par la poste à la personne intéressée, au moins trente jours avant ladite date.

Défaut de paiement.

3. A défaut de paiement desdites cotisations avant le premier mai de chaque année, les noms de tous licenciés, médecins inscrits, assistants-pharmaciens ou étudiants en pharmacie, en défaut, doivent être rayés du registre, entraînant ainsi la perte de tous leurs privilèges; ils peuvent, cependant, être réintégrés dans ces privilèges sur paiement d'une amende de cinq dollars, en outre des arrérages. Le Collège conserve, dans tous les cas, son recours pour le paiement des arrérages, même si le nom de la personne en défaut a été rayé du registre."

S.R.,

c. 267,

s. 15,

remp.

Retraite,

etc.

15. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**15.** Lorsqu'elles se retirent des affaires, les personnes inscrites conformément aux dispositions de la présente loi, doivent en donner, par lettre recommandée, avis au secrétaire-registraire, à défaut de quoi elles restent responsables du paiement de la cotisation annuelle, mais toute personne qui se retire ainsi peut se faire inscrire de nouveau en tout temps après s'être retirée, en donnant, par lettre recommandée, avis au secrétaire-registraire de son intention de se faire inscrire et en lui payant la cotisation annuelle pour l'année courante."

S.R.,

c. 267,

s. 16,

remp.

Réinscription.

16. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**16.** Toute personne dont le nom est inscrit en vertu de la présente loi qui se retire des affaires et en a donné avis, par lettre recommandée, au secrétaire-registraire, peut, en tout temps, par la suite, être réinscrite sur tel registre, en donnant avis, par lettre recommandée, à ce secrétaire-registraire, et en lui payant la cotisation de l'année courante."

e. every physician registered as a pharmacist and owning a pharmacy, fifty dollars;

2. Such dues shall be due on the first day of March in every year and a notice must be sent by post to the interested person, at least thirty days before the said date.

Maturity

3. In default of payment of the said dues before the first day of May in every year, the name of any licentiate, registered physician, assistant pharmacist or student of pharmacy in default must be removed from the register, thereby entailing the loss of all their privileges. They may, however, be restored to all said privileges, on payment of a fine of five dollars in addition to the arrears. In all cases, the College shall retain its recourse for payment of arrears, even if the name of the person in default has been removed from the register."

Default of payment.

15. Section 15 of the said act is replaced by the following:

R.S.,

c. 267,

s. 15, re-

placed.

Retirement, etc.

"**15.** Persons registered under this act shall, on retiring from business, give the secretary-registrar notice of the same, by registered letter, and in default thereof they shall remain liable for their annual dues; but any such person may be reentered on the register at any time after retiring therefrom as aforesaid, upon giving notice by registered letter to the said secretary-registrar of his intention so to register, and upon payment to him of the dues for the current year."

16. Section 16 of the said act is replaced by the following:

R.S.,

c. 267,

s. 16, re-

placed.

Resuming business.

"**16.** Any person registered under this act, who on retiring from business shall have given notice of the same by registered letter, to the secretary-registrar, may, at any time thereafter, be reentered on the register, upon giving notice by registered letter to the said secretary-registrar of his intention so to register and upon the payment to the said secretary-registrar of the then current annual dues."

S.R.,
c. 267,
a. 17,
remp.

Liste des
employés.

17. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"17. Les personnes tenant dans cette province, une ou des pharmacies, doivent, dans les dix jours de toute réquisition qui leur en est faite par le secrétaire, lui fournir, par lettre recommandée, les noms et adresses de leurs employés visés par la présente loi."

S.R.,
c. 267,
a. 18,
remp.

18. L'article 18 de ladite loi, remplacé par l'article 9 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est remplacé par le suivant:

Continuation
des affaires
au cas de
décès.

"18. 1. Au cas de décès d'un pharmacien ou d'un médecin exerçant légalement lors de sa mort la profession de pharmacien, l'héritier, le légataire, l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire de la succession de cette personne peut continuer les affaires en les plaçant sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi.

Id., au cas
d'interdic-
tion.

2. Le curateur d'un pharmacien ou d'un médecin, exerçant légalement la profession de pharmacien qui a été interdit ou interné dans un asile d'aliénés, peut continuer les affaires de celui-ci en les plaçant sous la surveillance personnelle d'un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi.

Id., au cas
de faillite.

3. Au cas de cession de biens, de cession autorisée ou de faillite de tout pharmacien ou médecin, exerçant légalement la profession de pharmacien, le gardien provisoire, séquestre intérimaire, curateur ou syndic, peut, jusqu'à ce que la liquidation soit close, continuer les affaires en plaçant en charge de la pharmacie un licencié en pharmacie inscrit conformément aux dispositions de la présente loi et ce, pour une période de pas plus d'un an.

Nom sur
enseigne.

4. Le nom du véritable propriétaire de toute pharmacie doit être inscrit en caractères d'au moins quatre pouces de hauteur sur une enseigne placée bien en vue à la façade de la pharmacie.

Idem.

Dans le cas des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, le nom du licencié en pharmacie en charge de la pharmacie doit également apparaître de la même manière."

17. Section 17 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 17, re-
placed.

List of
em-
ployees.

"17. Every person keeping one or more pharmacies in this Province, shall, by registered letter, furnish the secretary-registrar with the names and addresses of his employees contemplated by this act within ten days of any requisition made by him."

18. Section 18 of the said act, replaced by section 9 of the act 8 George VI, chapter 42, is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 18, re-
placed.

"18. 1. Upon the decease of a pharmacist or physician legally carrying on the business of pharmacist at the time of his death, the heir, legatee, testamentary executor or trustee of the estate of such person may continue such business, placing it under the personal superintendence of a licentiate of pharmacy registered under this act.

Business
continued
in case of
death.

2. The curator of a pharmacist or physician legally carrying on the business of pharmacist who has been interdicted or confined in an insane asylum, may continue the latter's business, placing it under the personal superintendence of a licentiate of pharmacy registered under this act.

Id., in
case of
interdic-
tion.

3. In the case of an abandonment of property, authorized assignment or bankruptcy of any pharmacist or physician legally carrying on the business of pharmacist, the provisional guardian, interim receiver, curator or trustee may, until the liquidation is terminated, continue the business for a period not exceeding one year, placing a licentiate of pharmacy registered under this act in charge of the pharmacy.

Id., in
case of
bank-
ruptcy.

4. The name of the real owner of every pharmacy must be inscribed in letters not less than four inches in height upon a sign placed in a conspicuous place on the front of the pharmacy.

Name on
sign.

In the case of subsections 1, 2 and 3 above, the name of the licentiate of pharmacy in charge of the pharmacy must also appear in the same manner."

Idem.

S.R.,
c. 267,
a. 19,
rempl.
Poisons.

19. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"19. Les différentes substances nommées ou décrites dans l'annexe à la présente loi sont des poisons au sens de la présente loi.

Règlement.

Le conseil peut en tout temps déclarer, par règlement, qu'une substance quelconque spécifiée dans ce règlement est un poison au sens de la présente loi.

Approbation.

Le conseil doit soumettre ce règlement à l'approbation du ministre de la santé sur la recommandation de deux médecins et de deux pharmaciens désignés par leurs conseils respectifs.

Entrée en vigueur.

Le règlement n'entre en vigueur qu'après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, un mois après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,
c. 267,
a. 20,
am.

20. L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant après le mot "médecins", dans la troisième ligne du dernier alinéa, les mots " , de dentistes".

Id., a. 21,
rempl.

21. L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 11 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est remplacé par le suivant:

Vendeur.

"21. Nul ne peut tenir un établissement pour la vente au détail, la préparation sur prescription ou la composition des poisons visés par la présente loi, ou des drogues au sens du paragraphe 9° de l'article 2, ni vendre ou tenter de vendre, soit l'un de ces poisons ou de ces drogues, soit des préparations médicinales qui en contiennent, ni se livrer à la préparation des prescriptions, ni employer ou prendre le titre de pharmacien, de pharmacien-chimiste, de droguiste, d'apothicaire, de chimiste-préparateur ou de chimiste pharmaceutique, ou tout autre titre comportant une semblable interprétation, ni employer un titre quelconque qui ferait croire qu'il est pharmacien, ni employer les mots "pharmacie", "magasins de spécialités pharmaceutiques ou de médicaments brevetés" ou de "produits pharmaceutiques", ni, au surplus, employer des abréviations des mots susmentionnés ou des sigles, clichés ou vignettes qui feraient croire qu'il est pharmacien sans être une

19. Section 19 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 19, re-
placed.
Poisons.

"19. The various substances named or described in the schedule to this act are poisons within the meaning of this act.

The council may at any time declare by by-law that any substance mentioned in such by-law is a poison within the meaning of this act.

Regulation.

The council must submit such by-law for approval by the Minister of Health on the recommendation of two physicians and of two pharmacists designated by their respective councils.

Approval.

The by-law shall come into force only after approval by the Lieutenant-Governor in Council, one month after its publication in the *Quebec Official Gazette*."

Coming into force.

20. Section 20 of the said act is amended by adding after the word "physicians", in the third line of the last paragraph, the word "dentists".

R.S.,
c. 267,
s. 20,
am.

21. Section 21 of the said act, amended by section 11 of the act 8 George VI, chapter 42, is replaced by the following:

Id., s. 21,
replaced.

"21. No person shall keep open a shop for the retailing, dispensing or compounding of the poisons contemplated by this act, or of drugs within the meaning of paragraph 9 of section 2, or sell or attempt to sell any of such poisons or drugs or any medicinal preparation containing any of the same, or engage in the dispensing of prescriptions, or use or assume the title of pharmacist, chemist and druggist, druggist, apothecary, dispensing or pharmaceutical chemist, or any other title bearing a similar interpretation, or use any title which would lead to the belief that he is a pharmacist, or use the words "pharmacy", "proprietary or patent medicine stores", or "pharmaceutical products", or use abbreviations of the above mentioned words or designs, plates or vignettes leading to the belief that he is a pharmacist unless he is a person registered in accordance with the provisions of this act."

Seller.

personne inscrite en conformité des dispositions de la présente loi.”

S.R.,
c. 267,
a. 21a,
aj.
Preuve.

22. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 21, l'article suivant:

“**21a.** Pour les fins de la preuve d'une vente de drogues, de poisons ou autres médicaments, le contenu d'une bouteille, d'une boîte ou d'un autre récipient est présumé *prima facie* correspondre aux drogues, poisons et autres médicaments décrits sur l'étiquette ou dans une ordonnance médicale.”

S.R.,
c. 267,
a. 22,
remp.

23. L'article 22 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 8 George VI, chapitre 42, est remplacé par le suivant:

Médecins.

“**22.** Tout médecin inscrit comme membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec peut sans préjudice des privilèges qu'il possède comme médecin, ouvrir une pharmacie, pourvu qu'il paie la cotisation exigée d'un licencié en pharmacie par l'article 14. Sur paiement de cette cotisation, le médecin est réputé membre du Collège des pharmaciens de la province de Québec et il est, comme tel, soumis, au même titre que tout autre membre du Collège, aux dispositions de la présente loi et des règlements du conseil, mais il ne peut voter ni être éligible au conseil du Collège ni à aucune charge.”

S.R.,
c. 267,
a. 23,
remp.

24. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Montréal
et Québec.

“**23.** Nonobstant les dispositions de la présente loi, dans l'île de Montréal, dans la cité de Québec et dans un rayon de cinq milles de leurs limites, et dans toute cité ou ville de plus de 20,000 âmes, seul un licencié en pharmacie peut exercer la profession de pharmacien.”

Restric-
tion.

Le présent article ne s'applique pas aux médecins inscrits exerçant la profession de pharmacien le 26 février 1953 ni aux médecins inscrits exerçant la profession de pharmacien dans une cité ou ville de moins de vingt mille âmes si la population de cette cité ou ville vient ultérieurement à dépasser ce chiffre.”

22. The said act is amended by inserting, after section 21, the following section:

R.S.,
c. 267,
s. 21a,
added.

“**21a.** For the purposes of evidence of a sale of drugs, poisons or other medicaments, the contents of a bottle, box or other container shall be presumed *prima facie* to tally with the drugs, poisons and other medicaments described on the label or in a physician's prescription.”

Evidence.

23. Section 22 of the said act, amended by section 12 of the act 8 George VI, chapter 42, is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 22, re-
placed.

“**22.** Any physician, registered as a member of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, may open a pharmacy provided he pays the dues required by section 14, without any prejudice to his privileges as a physician. Upon payment of such dues, the physician shall be recognized as a member of the College of Pharmacists of the Province of Quebec and as such shall be subject, in the same way as any other member of the College, to the provisions of this act and of the by-laws of the council, but he cannot vote or be eligible to the council of the College or to any office.”

Physi-
cians.

24. Section 23 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 23, re-
placed.

“**23.** Notwithstanding the provisions of this act, on the island of Montreal, in the city of Quebec and within a radius of five miles from their limits and in any city or town of more than 20,000 souls, only a licentiate of pharmacy may carry on business as a pharmacist.”

Montreal
and Que-
bec.

This section shall not apply to registered physicians practising the profession of pharmacist on the 26th of February, 1953 not to registered physicians practising the profession of pharmacist in a city or town of less than twenty thousand souls if the population of such city or town afterwards exceeds such number.”

Restric-
tion.

S.R.,
c. 267,
s. 24,
remp.
Proprié-
taire.

25. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"24. Sous réserve de l'article 18, toute pharmacie doit être la véritable propriété d'un licencié en pharmacie ou d'un médecin régulièrement inscrit.

Infraction
et peine.

Tout licencié en pharmacie ou tout médecin qui n'est pas le véritable propriétaire de ladite pharmacie et permet que l'on se serve de son nom comme tel pour cette fin, est passible, pour chaque infraction, de la pénalité ci-après édictée; de même tout propriétaire d'un établissement où il se vend des drogues, poisons ou des produits ou spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés au sens de la présente loi, qui porte ou emploie devant le public, contrairement aux dispositions de la présente loi, le nom d'un licencié en pharmacie ou d'un médecin dûment inscrit comme en étant propriétaire, est passible, pour chaque infraction, de la pénalité ci-dessous mentionnée, excepté dans les cas prévus à l'article 18 de la présente loi.

S.R.,
c. 267,
s. 25,
remp.

26. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Déclara-
tion d'ou-
verture
de phar-
macie.

"25. Toute personne qui ouvre ou acquiert une pharmacie dans cette province, doit faire et remettre au secrétaire-registraire une déclaration par lettre recommandée, sous sa signature, mentionnant ses nom, prénoms, qualité et résidence, la date de l'ouverture ou de l'acquisition de cette pharmacie et l'endroit où elle est située.

Délai.

Cette déclaration doit être faite dans les trente jours qui suivent l'ouverture ou l'acquisition de la pharmacie.

Société.

Dans le cas d'une société, cette déclaration doit contenir les nom, prénoms, qualité et résidence de chacun des associés.

Idem.

Une pareille déclaration doit être faite et remise au secrétaire-registraire, dans le même délai, chaque fois qu'il survient quelque changement ou modification dans le nombre des associés.

Attestation.

Les susdites déclarations doivent être attestées sous serment devant un commissaire de la Cour supérieure qui doit mentionner lisiblement ses nom, prénoms et résidence."

25. Section 24 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 24, re-
placed.
Owner.

"24. Under reserve of section 18 every pharmacy must be actually owned by a licentiate of pharmacy or a duly registered physician.

Any licentiate of pharmacy or physician, not being the real proprietor of the pharmacy, who allows his name to be used as being such proprietor, shall incur, for each offence, the penalty hereinafter provided; and any person being the proprietor of an establishment where drugs, poisons, pharmaceutical products or proprietary of patent medicines, within the meaning of this act, are sold, who uses or holds out to the public, contrary to the provisions of this act, the name of a licentiate of pharmacy, or of a duly registered physician, as being the proprietor thereof, shall incur, for each offence, the penalty hereinafter provided, except in cases provided for by section 18 of this act."

Offence
and
penalty.

26. Section 25 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 25, re-
placed.

"25. Every person who opens, or acquires, a pharmacy in the Province, must make and forward to the secretary-registrar a declaration by registered letter under his signature, setting forth his name in full, occupation, and residence, the date of the opening or of the acquisition of such pharmacy, and the place where it is situated.

Declara-
tion of
opening
of phar-
macie.

Such declaration must be made within thirty days after the opening or the acquisition of such pharmacy.

Delay.

In the case of a partnership, such declaration must contain the name in full, occupation and residence of each of the partners.

Partnership.

A similar declaration must be made and forwarded to the secretary-registrar within the same delay, every time any change or alteration takes place in the number of partners.

Idem.

The aforesaid declarations must be sworn to before a commissioner of the Superior Court who must state legibly his name in full and residence."

Oaths.

S.R.,
c. 267,
a. 26,
remp.

Emploi de
licenciés,
etc.

27. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. Sous réserve de l'article 18, et notwithstanding toute disposition contraire de la présente loi, seulement un licencié en pharmacie ou un médecin régulièrement inscrit, propriétaire d'une pharmacie, peut employer les licenciés en pharmacie, les assistants pharmaciens ou les étudiants en pharmacie, qu'ils jugent nécessaires pour l'aider dans l'accomplissement de ses devoirs comme pharmacien, mais personne ne peut les employer, à cette fin, s'ils ne sont pas inscrits conformément à la présente loi."

S.R.,
c. 267,
a. 27,
remp.

Prescriptions.

28. L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"27. Aucun étudiant en pharmacie ne peut se livrer, ni un licencié en pharmacie, ni un médecin ne peuvent permettre à cet étudiant de se livrer à la préparation des prescriptions ou à la vente des poisons énumérés dans l'annexe à la présente loi, à moins que cet étudiant, durant le temps qu'il est occupé à la préparation de ces prescriptions ou à la vente de ces poisons, ne soit sous la surveillance immédiate d'un licencié en pharmacie, d'un assistant-pharmacien ou d'un médecin. Le fardeau de la preuve que l'étudiant était sous la surveillance immédiate du licencié en pharmacie, de l'assistant-pharmacien ou du médecin, incombera au défendeur."

S.R.,
c. 267,
a. 29a,
aj.

Ventes
prohibées.

29. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 29, l'article suivant:

"29a. Les drogues ou les poisons visés par la présente loi ne peuvent être vendus par un fabricant ou un grossiste, sauf s'il s'agit d'une vente par un fabricant à un grossiste, à d'autres qu'à une personne inscrite comme licenciée en pharmacie ou à un médecin inscrit en vertu de la présente loi ou en vertu de la Loi médicale de Québec (chapitre 264), ou à un dentiste inscrit en vertu de la Loi des dentistes de Québec (chapitre 268), ou à un médecin vétérinaire inscrit en vertu de la Loi des médecins vétérinaires (chapitre 269) ou à un hôpital, pourvu qu'il y ait un licencié en pharmacie ou un mé-

27. Section 26 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 26, re-
placed.

Employment of
licentiates, etc.

"26. Under reserve of section 18, and any provision to the contrary in this act notwithstanding, only a licentiate of pharmacy of a physician duly registered, being the proprietor of a pharmacy, may employ such licentiates of pharmacy, assistant pharmacists or students of pharmacy as he may deem necessary, to assist him in the performance of his duties as a pharmacist, but no person shall employ them for such purpose, if they are not registered in accordance with this act."

28. Section 27 of this act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 27, re-
placed.

Prescriptions.

"27. No student of pharmacy shall dispense prescriptions, or sell any poison enumerated in the schedule to this act, nor shall any licentiate of pharmacy or any physician permit any student so to dispense or sell, unless such student be under the immediate supervision of a licentiate of pharmacy, assistant pharmacist, or physician during the time he dispenses prescriptions, or sells the aforesaid poisons. The burden of proof that the student was under the immediate supervision of the licentiate of pharmacy, assistant pharmacist or physician, shall be on the defendant."

29. The said act is amended by inserting after section 29, the following section:

R.S.,
c. 267,
s. 29a,
added.

Sales pro-
hibited.

"29a. The drugs or poisons contemplated in this act cannot be sold by a manufacturer or a wholesaler, except in the case of a sale by a manufacturer to a wholesaler, to anyone other than a person registered as a licentiate of pharmacy or a physician registered under this act or under the Quebec Medical Act (chapter 264), or to a dentist registered under the Quebec Dental Act (chapter 268), or a veterinary surgeon registered under the Veterinary Surgeons' Act (chapter 269) or a hospital, provided there be a licentiate of pharmacy or a physician attached to such hospital. The invoice shall bear the re-

decin attaché audit hôpital. La facture devra porter le numéro d'inscription du licencié en pharmacie ou du médecin."

S.R.,
c. 267,
a. 31,
am.
Excep-
tions.

30. L'article 31 de ladite loi est modifié en y ajoutant le paragraphe 6:

"6. Toutefois la présente loi ne s'applique pas à la vente des substances suivantes:

Alun, arrow-root, benzine, bi-carbonate de soude, borax, camphre, (gomme), carbonate de magnésie, carbonate de soude, huile de ricin (castor oil), chlorure de chaux, cire blanche, cire jaune, citrate de magnésie, cochenille, craie camphrée, crème de tartre, essences culinaires, glycérine, graine de lin, huile de foie de morue, huile d'olive, hydroxide de magnésie, marjolaine, persil, phosphate de sodium, salpêtre, sariette, sel de Glauber, sel d'Epson, séné, soufre, solution d'ammoniaque, térébenthine, thym et l'acide acétyl salicylique — cette dernière substance, lorsqu'elle est employée dans des médicaments brevetés. L'acide acétyl salicylique qu'elle soit désignée par le mot "Aspirin", ou "Acetophen", ou par tout autre nom ou marque de commerce, appellation ou désignation et lorsqu'elle n'est pas brevetée pourra être mise en vente dans un endroit situé au delà d'un rayon de cinq milles d'une pharmacie."

S.R.,
c. 267,
a. 32,
remp.
Juridic-
tion.

31. L'article 32 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**32.** Les amendes ou pénalités, prévues par la présente loi, peuvent être réclamées par simple action civile ordinaire au nom du Collège des Pharmaciens de la province de Québec ou au nom du secrétaire-registraire, devant la Cour supérieure ou la Cour de magistrat, suivant le cas (eu égard au montant et au nombre des pénalités réclamés) ayant juridiction dans l'endroit où l'infraction a été commise. Les procédures ainsi intentées sont régies par les dispositions du code de procédure civile relatives aux matières sommaires. Aucun cautionnement ne sera exigible de la part du Collège."

S.R.,
c. 267,
a. 34,
remp.

32. L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

gistered number of the licentiate of pharmacy or physician."

30. Section 31 of the said act is amended by adding thereto subsection 6:

"6. Nevertheless this act shall not apply to the sale of the following substances:

Alum, arrow-root, benzine, bicarbonate of soda, borax, camphorated chalk, carbonate of soda, castor oil, chlorinated lime, cochineal, cod-liver oil, cooking extracts, cream of tartar, Epsom salts, Glauber salts, glycerine, gum camphor, household armonia, linseed, magnesium carbonate, magnesium citrate, magnesium hydroxide, marjoram, olive oil, paraffin, parsley, saltpetre, savory, senna, sodium phosphate, sulphur, thyme, turpentine, yellow beeswax, acetyl salicylic acid — the last mentioned substance, when used in any patented or proprietary medicines. Acetyl salicylic acid, whether called by the name of "Aspirin" or "Acetophen" or by any other trade-mark, name or designation and when not patented may be sold at a place situated beyond a radius of five miles from a pharmacy".

R.S.,
c. 267,
s. 31,
am.
Excep-
tions.

31. Section 32 of the said act is replaced by the following:

"**32.** The fines or penalties imposed by this act may be claimed by ordinary civil action in the name of the College of Pharmacists of the Province of Quebec or in the name of the secretary-registrar, before the Superior Court or the Magistrate's Court, as the case may be (according to the amount and the number of penalties claimed) having jurisdiction in the place where the offence was committed. Proceedings so taken shall be governed by the provisions of the Code of Civil Procedure respecting summary matters. No security may be exacted from the College."

R.S.,
c. 267,
s. 32, re-
placed.
Jurisdic-
tion.

32. Section 34 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 34, re-
placed.

Preuve.

"34. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, il incombe au défendeur de faire la preuve de son droit d'exercer la profession de licencié en pharmacie ou de prendre l'un des titres qui y sont mentionnés. La production d'un certificat faisant voir qu'il possède ce droit, fait preuve par elle-même de ce fait."

S.R.,
c. 267,
a. 35,
remp.
Fausse
repré-
sentation.,

33. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"35. Toute personne se donnant fausement, par un nom, un titre ou une désignation quelconque, comme inscrite dans l'une des classes de personnes prévues par l'article 8 de la présente loi, ou représentant fausement la classe de son inscription ou s'engageant comme étant inscrite dans l'une de ces classes alors qu'elle n'est pas inscrite comme telle, est, pour chaque infraction, passible d'une amende de cent à deux cents dollars et les dépens pour une première infraction et de trois cents à cinq cents dollars et les dépens pour toute infraction subséquente."

S.R.,
c. 267,
a. 36,
remp.
Défaut de
déclarer.

34. L'article 36 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"36. Toute personne qui néglige de fournir au secrétaire-registraire la déclaration exigée par l'article 25, est passible d'une amende de cinquante dollars et les dépens."

S.R.,
c. 267,
a. 37,
remp.
Inspection
refusée.

35. L'article 37 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"37. Toute personne qui refuse de permettre au secrétaire-registraire de faire la visite et l'inspection de sa pharmacie, dans tous ses départements, est passible pour chaque refus d'une amende de cinquante dollars et les dépens."

S.R.,
c. 267,
a. 38,
remp.
Peines
pour in-
fractions.

36. L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"38. Toute personne enfreignant les dispositions des articles 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29, est passible d'une amende de cent à deux cents dollars et les dépens pour une première infraction

"34. In any proceeding under this act, it shall be incumbent upon the defendant to prove that he is entitled to exercise the calling of a licentiate of pharmacy or to assume any of the titles therein mentioned. The production of a certificate, showing that he is so entitled, shall be considered *prima facie* evidence that he is so entitled."

Proof.

33. Section 35 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 35, re-
placed.
False
representa-
tion.

"35. If any person falsely represents, by any name, title or description, that he is registered in any class of persons mentioned in section 8 of this act or falsely represents the class of his registration, or engages himself as being registered in any such class, not being registered as such, he shall be liable to a fine, for every offence, of one hundred to two hundred dollars and costs for the first offence and of three hundred to five hundred dollars and costs for each subsequent offence."

34. Section 36 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 36, re-
placed.
Neglect to
declare.

"36. Every person who neglects to furnish to the secretary-registrar the declaration required by section 25 shall be liable to a fine of fifty dollars and costs."

35. Section 37 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 37, re-
placed.
Refusing
inspection.

"37. Every person who refuses to allow the secretary-registrar to visit and inspect his pharmacy, in all its departments, shall be liable, for each refusal, to a fine of fifty dollars and costs."

36. Section 38 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 38, re-
placed.
Penalties
for offen-
ces.

"38. Any person offending against the provisions of sections 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 and 29 shall be liable to a fine of one hundred to two hundred dollars and costs for the first offence, and

et de trois cent à cinq cents dollars et les dépens pour toute infraction subséquente.

Infraction
continue.

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction distincte.

Troisième
infraction.

Au surplus, dans le cas d'une troisième infraction, le collège pourra exercer le recours en injonction prévu au Code de procédure civile."

of three hundred to five hundred dollars and costs for each subsequent offence.

If the offence is continued, such continuance shall constitute a separate offence day by day.

Offence
con-
tinued.

Furthermore, in the case of a third offence, the College may exercise the recourse by way of injunction contemplated in the Code of Civil Procedure."

Third
offence.

S.R.,
c. 267,
a. 38a,
aj.

37. Ladite loi est modifié en insérant après l'article 38, le suivant:

Peine
pour in-
fraction.

"**38a.** Toute personne enfreignant les dispositions de l'article 29a, est passible d'une amende de cinq cents dollars et les dépens pour une première infraction et de mille dollars et les dépens pour toute infraction subséquente."

37. The said act is amended by inserting after section 38 the following:

R.S.,
c. 267,
s. 38a,
added.

"**38a.** Any person offending against the provisions of section 29a shall be liable to a fine of five hundred dollars and costs for the first offence and of one thousand dollars and costs for each subsequent offence."

Penalty
for offen-
ce. *

S.R.,
c. 267,
a. 40,
remp.

38. L'article 40 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Poisons
vendus
illégalement.

"**40.** Toute personne qui vend un des poisons mentionnés dans les articles 19 ou 20 autrement que de la manière prescrite par ces articles, est passible d'une amende de cinquante dollars et les dépens."

38. Section 40 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 40, re-
placed.

"**40.** Every person, selling any poison mentioned in section 19 or 20, otherwise than as therein provided, shall be liable to a fine of fifty dollars and costs."

Illegal
sale of
poisons.

S.R.,
c. 267,
a. 41,
remp.

39. L'article 41 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Registre.

"**41.** Toute personne refusant de soumettre un registre tenu conformément à l'article 20, à l'inspection du secrétaire-registraire, est passible, pour chaque refus, d'une amende de vingt-cinq dollars et les dépens."

39. Section 41 of this act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 41, re-
placed.

"**41.** Every person refusing to submit a register kept in compliance with section 20, for inspection by the secretary-registrar, shall, for each refusal, be liable to a fine of twenty-five dollars and costs."

Register.

S.R.,
c. 267,
a. 42,
remp.

40. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cotisa-
tions, etc.,
propriété
du Col-
lège.

"**42.** Toutes les cotisations, les pénalités et les amendes payables en vertu de la présente loi, appartiennent au Collège des pharmaciens de la province de Québec pour les fins de la présente loi."

40. Section 42 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 42, re-
placed.

"**42.** All dues, penalties and fines payable under this act, shall belong to the College of Pharmacists of the Province of Quebec for the purposes of this act."

Dues, etc.
belong to
College.

S.R.,
c. 267,
a. 45,
remp.

41. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Plaintes.

"**45.** Le bureau de discipline connaît, entend et décide, sauf appel au conseil, toute accusation ou plainte contre un membre ou contre toute personne inscrite

41. Section 45 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 45, re-
placed.

"**45.** It shall be the duty of the Board of Discipline to enquire into, consider, hear and decide, subject to appeal to the council, every charge or complaint against

Com-
plaints.

en vertu de la présente loi, pour infraction à ses devoirs professionnels ou pour tout autre acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession.

Actes
déroga-
toires.

Seuls sont dérogatoires à l'honneur et à l'exercice de la profession les actes suivants:

1° Le partage entre médecins et pharmaciens des bénéfices qui résultent des ordonnances de ces médecins;

2° L'abus habituel des boissons alcooliques, de la cocaïne ou de toutes autres drogues ou préparations narcotiques;

3° La commission d'un acte criminel légalement prouvé et suivi de condamnations définitives par un tribunal compétent décrétant l'emprisonnement ou l'amende;

4° Toute infraction à la Loi de pharmacie et à ses règlements par une personne inscrite conformément aux dispositions de ladite loi;

5° Toute société entre une personne inscrite en vertu de la présente loi et une personne qui ne l'est pas aux fins de tenir une pharmacie."

S.R.,
c. 267,
a. 46,
remp.
Avis de la
sentence.

42. L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**46.** Le greffier de tout tribunal, ayant juridiction criminelle dans cette Province, devant lequel un procès s'est instruit contre un membre du Collège ou contre toute personne inscrite en vertu de la présente loi, doit, sans délai, informer le secrétaire-registraire du Collège de la sentence prononcée contre ce membre ou cette personne et lui transmettre une copie certifiée de cette sentence."

S.R.,
c. 267,
a. 47,
remp.
Forme de
la plainte.

43. L'article 47 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**47.** Toute plainte contre un membre ou contre une personne inscrite en vertu de la présente loi, doit être par écrit, sous serment prêté devant le secrétaire-registraire ou devant un commissaire de la Cour supérieure et adressée au secrétaire-registraire.

Contenu.

La plainte doit indiquer sommairement la nature, le temps, le lieu et les circonstances de la contravention et être accompagnée d'une liste contenant les noms, prénoms, qualités et résidences des té-

any member or against any person registered under this act, for infraction of his professional duties or any act derogatory to the honour and dignity of the profession.

The following acts only are derogatory to the honour and to the practice of the profession:

Deroga-
tory, acts.

1. Dividing between physicians and pharmacists any profits that may result from prescriptions of such physicians;

2. The habitual abuse of alcoholic liquor, of cocaine, or of any other drug or narcotic preparation;

3. The commission of a criminal offence legally proved and followed by final sentence by a competent court ordering imprisonment or fine;

4. Any breach of the Pharmacy Act or of the regulations made thereunder by a person registered in accordance with the provisions of the said act;

5. Any association between a person registered under this act and a person who is not so registered, for the purpose of operating a pharmacy."

42. Section 46 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 46, re-
placed.

"**46.** The clerk of any court having criminal jurisdiction in this Province, before which a member of the College, or any other person registered under this act, is prosecuted, shall, without delay, notify the secretary-registrar of the College of the sentence pronounced against such member, or such person, and shall send the secretary-registrar a certified copy of such sentence."

Notice of
sentence.

43. Section 47 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 47, re-
placed.

"**47.** Every complaint against a member or against any person registered under this act shall be made in writing, under oath taken before the secretary-registrar or a commissioner of the Superior Court and addressed to the secretary-registrar.

Form of
com-
plaint.

The complaint shall indicate summarily the nature, time, place and circumstances of the offence, and be accompanied by a list containing the names in full, occupations and residences of the witnesses whom

Contents.

moins que le plaignant désire faire entendre.

Convocation.

Sur réception de la plainte, le secrétaire-registraire doit immédiatement en informer le président qui ordonne, s'il y a lieu, de convoquer le bureau de discipline.

Rapport.

Si le président ne juge pas à propos d'ordonner la convocation du bureau de discipline, il doit en faire rapport au conseil du Collège à l'assemblée suivante qui peut en ordonner la convocation s'il le croit opportun."

S.R.,
c. 267,
s. 52,
remp.

Subpoena.

44. L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"52. L'assignation des témoins est faite par bref de subpoena émis au nom du président et du bureau de discipline, signé par le secrétaire-registraire et revêtu du sceau du Collège.

Documents.

La production des documents nécessaires est requise par le même bref du subpoena signifié aux témoins."

S.R.,
c. 267,
a. 56,
remp.
Peines disciplinaires.

45. L'article 56 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"56. Le bureau de discipline a les pouvoirs, suivant la gravité de l'infraction, dans le cas de la condamnation de l'accusé:

1° De prononcer la censure et la réprimande;

2° De le priver, s'il est membre, de sa voix délibérative, et même du droit d'assister aux assemblées pour un terme n'excédant pas celui fixé par les règlements;

3° De lui interdire l'exercice de la profession de pharmacien temporairement ou pour toujours;

4° De le destituer comme membre du Collège;

5° De faire rayer l'inscription de cette personne temporairement ou pour toujours, et la priver du droit d'agir comme faisant partie de l'une des classes de personnes mentionnées à l'article 8 de la présente loi."

S.R.,
c. 267,
a. 58,
remp.

46. L'article 58 de ladite loi est remplacé par le suivant:

the complainant wishes to be heard.

On receipt of any complaint, the secretary-registrar must immediately inform the president thereof, who shall, if the occasion requires, summon a meeting of the Board of Discipline.

Meeting.

If the president does not see fit to order a meeting of the Board of Discipline, he must make a report thereof to the Council of the College at its next meeting, and the Council may order the meeting of the Board if it thinks proper."

Report.

44. Section 52 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 52, re-
placed.

"52. Witnesses shall be summoned by a writ of subpoena issued in the name of the president and of the Board of Discipline, signed by the secretary-registrar, and bearing the seal of the College.

Subpoena.

The production of necessary documents shall be called for by the same writ of subpoena served upon the witness."

Documents.

45. Section 56 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 56, re-
placed.

"56. The Board of Discipline has the right, in case the accused is found guilty, and according to the gravity of the offence, to:

Penalties.

1. Censure and reprimand him;

2. Deprive him, if he is a member, of his vote and even of his right to attend meetings, for a term of not more than as determined by the by-laws;

3. Deprive him of the right to practise the profession of pharmacist, either temporarily or for all time;

4. Expel him from membership in the College;

5. Strike out the registration of such person, either temporarily or for all time, and deprive him of the right to act as belonging to one of the classes of persons mentioned in section 8 of this act."

46. Section 58 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 267,
s. 58, re-
placed.

Appel.	"58. 1. Toute partie qui se croit lésée par la décision du bureau de discipline peut en appeler au conseil du Collège dans les quinze jours de cette décision.	"58. 1. Any party who believes himself aggrieved by the decision of the Board of Discipline may appeal therefrom to the council of the College within fifteen days after such decision was given.	Appeal.
Mode.	Cet appel est porté par lettre recommandée, adressée au secrétaire-registraire et contenant succinctement les moyens de l'appel.	Such appeal is taken by means of a registered letter, addressed to the secretary-registrar, and stating summarily the grounds of the appeal.	How taken.
Audition.	Le secrétaire-registraire doit soumettre la demande d'appel à la prochaine assemblée du conseil du Collège.	The secretary-registrar is bound to submit the appeal to the next meeting of the council of the College.	Hearing.
Procédure.	Le conseil du Collège détermine de quelle manière et dans quel délai il sera disposé de l'appel, et fixe la procédure à suivre.	The council of the College shall determine the manner and the delay in which the appeal shall be disposed of, and shall fix the procedure to be followed.	Procedure.
Décision.	Il décide de l'appel sommairement.	It shall decide the appeal summarily.	Decision.
Frais.	2. En rendant sa décision, le conseil du Collège a le pouvoir de condamner à tels frais qu'il juge convenables, la partie qui a succombé, ou de diviser ces frais.	2. In its decision of the appeal, the council of the College shall have the right to order the unsuccessful party to pay such costs as it deems proper, or to divide the costs.	Costs.
Exécution.	3. A défaut par la partie de payer les frais adjugés contre elle, sous quinze jours, à compter de la décision du bureau de discipline, ou, s'il y a eu appel, sous quinze jours, à compter de la décision de cet appel, le Conseil du Collège, ou la partie à laquelle ils sont adjugés, peut obtenir de la Cour supérieure du district où la plainte a été faite, une exécution contre les biens meubles ou immeubles de la personne condamnée à les payer, en déposant au bureau du protonotaire une copie certifiée par le secrétaire-registraire de la décision et du montant des frais à laquelle cette partie a été condamnée.	3. On the failure of any party to pay any costs to which he has been condemned, within fifteen days after the decision of the Board of Discipline, or, in case of an appeal within fifteen days after the decision of such appeal, the council of the College, or the party in whose favour such costs have been adjudged, may obtain, from the Superior Court of the district in which the complaint was made, an execution against the moveable or immoveable property of the person condemned to pay them, by depositing at the Prothonotary's office a copy, certified by the secretary-registrar, of the decision and of the amount of the costs to which such party has been condemned.	Execution.
Restriction.	4. Aucune telle exécution n'émane contre les biens immeubles à moins que le montant des frais à recouvrer n'excède quarante dollars.	4. No such execution shall issue against immoveable property unless the amount of the costs to be recovered is more than forty dollars.	Proviso.
Inscription annulée.	Si la partie en défaut de payer les frais, ou toute autre somme adjugée contre elle, est une personne inscrite en vertu de la présente loi, son inscription peut être annulée jusqu'à ce qu'elle ait payé la somme adjugée.	If the party in default to pay the costs or any other sum adjudged against him, is a person registered under this act, his registration may be cancelled until he has paid the sum so adjudged.	Registration cancelled.
Bref.	5. Dans le cas de condamnation contre une partie ou un témoin, soit pour refus de se rendre à l'assignation, soit pour refus de répondre ou de produire des documents, une copie, certifiée par le secrétaire-registraire, de la condamnation portée contre	5. In the case of a condemnation against a party or a witness, whether for refusal to obey the summons, or for refusal to answer or to produce a document, a copy, certified by the secretary-registrar, of the condemnation against such witness or	Writ.

ce témoin ou cette partie, doit être déposée au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district où le bureau de discipline siège, et, sur le dépôt de cette copie accompagnée d'une réquisition à cette fin, le protonotaire doit émettre contre cette personne un bref d'exécution ou de contrainte, suivant le cas, qui est exécuté de la même manière que les brefs émis par la Cour supérieure en pareil cas.

Appel aux tribunaux.

6. Il y a appel à la Cour de magistrat devant un juge désigné par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint selon que la cause aura été intentée dans le district d'appel de Québec ou dans le district de Montréal, des décisions rendues par le conseil du Collège dans les quinze jours de la signification de la décision.

Effet.

L'appel suspend l'effet de la décision du conseil."

S.R., c. 267, a. 59, remp.

Privilèges sauvegardés.

47. L'article 59 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"59. Sauf disposition expresse au contraire, rien de contenu dans la présente loi ne peut affecter les privilèges conférés aux médecins ou aux dentistes par les lois concernant l'exercice desdites professions dans cette province, ni le commerce de marchands de drogues en gros, ni celui des marchands d'articles pour photographes, dans le cours ordinaire du commerce en gros, ni les fabricants de préparations chimiques, ni les médecins vétérinaires régulièrement licenciés ni les chimistes professionnels dans l'exercice de leurs professions ou états, à moins que les drogues ou poisons visés par la présente loi ne soient vendus pour des fins thérapeutiques."

Entrée en vigueur.

48. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

such party, must be deposited at the prothonotary's office of the Superior Court of the district in which the Board of Discipline sits, and on the deposit of such copy, together with a requisition therefor, the prothonotary is bound to issue against such person a writ of execution or of imprisonment, as the case may be, which shall be executed in the same manner as a writ issued by the Superior Court in a similar case.

6. An appeal shall lie to the magistrate's Court before a judge designated by the chief district judge or the associate chief district judge according as the case has been instituted in the appellate district of Quebec or in the district of Montreal, from the decisions rendered by the council of the College, within fifteen days from the service of the decision.

The appeal shall suspend the effect of the council's decision."

Appeal to courts.

Effect.

47. Section 59 of the said act is replaced by the following:

"59. Saving any express provision to the contrary, nothing in this act shall interfere with the privileges conferred upon physicians or upon dentists by the various acts relating to the practice of the said professions in this Province, or with the business of wholesale drug dealers or that of dealers in photographic supplies, in the ordinary course of wholesale trade, or manufacturers of chemical preparations or with duly licensed veterinary surgeons, or professional chemists, in their practice or business as such, unless the drugs or poisons contemplated by this act are sold for therapeutic purposes."

R.S., c. 267, s. 59, replaced.

Privileges safeguarded.

48. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.